

**Assemblée générale**

Distr. générale  
26 août 2002  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-septième session**

Point 126 de l'ordre du jour provisoire\*

**Financement du Tribunal pénal international chargé  
de juger les personnes accusées de violations graves  
du droit international humanitaire commises  
sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

**Rapport sur l'exécution du budget  
du Tribunal pénal international chargé de juger  
les personnes accusées de violations graves  
du droit international humanitaire commises  
sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991,  
pour l'exercice allant du 1er janvier  
au 31 décembre 2001**

**Rapport du Secrétaire général\*\***

*Résumé*

Le présent document est le septième rapport annuel sur l'exécution du budget du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991. Il porte sur l'année terminée le 31 décembre 2001.

Dans sa résolution 55/225 A du 23 décembre 2000, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 108 487 700 dollars (montant net : 96 443 900 dollars) pour inscription au Compte spécial du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. En outre, pour couvrir les dépenses des juges *ad litem* pendant six mois en 2001, l'Assemblée générale, dans sa résolution 55/225 B du 12 avril 2001, a autorisé le Secrétaire général à contracter des engagements d'un montant brut ne dépassant pas 5 280 900 dollars (montant net : 4 899 400 dollars)

\* A/57/150.

\*\* La présentation du présent rapport a été retardée du fait qu'il a fallu procéder à de longues consultations entre le Tribunal et le Siège.



pour un montant brut total de 113 768 600 dollars (montant net : 101 343 300 dollars). Le montant brut des dépenses imputées sur ce crédit pendant l'exercice s'est élevé à 108 901 300 dollars (montant net : 95 982 500 dollars), ce qui représente une réduction d'un montant brut de 4 867 300 dollars (montant net : 5 360 800 dollars), soit 4,3 % et 5,3 % du montant brut et du montant net, respectivement. L'Assemblée est priée de prendre note de l'utilisation des montants autorisés ainsi que du fait que le financement des dépenses pour lesquelles des contributions n'ont pas été mises en recouvrement (413 600 dollars) serait assuré au moyen du solde actuellement disponible dans le Compte spécial.

## I. Introduction

1. Le rapport sur l'exécution du budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2001 est présenté en application des résolutions de l'Assemblée générale 49/242 B du 20 juillet 1995 et 54/239 B du 15 juin 2000.

2. Dans sa résolution 55/225 A du 23 décembre 2000, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, un crédit d'un montant brut de 108 487 700 dollars (montant net : 96 443 900 dollars). Par la suite, afin de permettre au Tribunal d'achever ses travaux le plus tôt possible, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1329 (2000) du 30 novembre 2000, a décidé de modifier le Statut du Tribunal pour permettre la création d'un groupe de juges *ad litem*. Compte tenu de cette décision, l'Assemblée générale a adopté la résolution 55/225 B datée du 12 avril 2001, dans laquelle elle a autorisé le Secrétaire général à contracter des engagements d'un montant brut ne dépassant pas 5 280 900 dollars (montant net : 4 899 400 dollars).

3. Les ressources dont le Tribunal a besoin et l'exécution de son budget sont étroitement fonction du nombre de procès. Les crédits ouverts pour 2001, y compris les engagements autorisés, étaient fondés sur l'hypothèse selon laquelle, avec l'arrivée des juges *ad litem*, le nombre de procès pourrait augmenter d'environ 50 %, pour atteindre environ 1 002 audiences. Grâce à l'arrivée des six nouveaux juges *ad litem*, le Tribunal a effectivement pu se saisir de deux affaires supplémentaires comme prévu, mais n'a tenu que 754 audiences, soit 248 audiences de moins que le nombre estimé. Cette réduction de l'activité tenait essentiellement aux facteurs suivants :

a) Les juges *ad litem* ont pris leurs fonctions au Tribunal en septembre et non en juillet 2001, soit deux mois plus tard que prévu;

b) Trois juges dont le mandat venait à expiration en novembre 2001 n'ont pas été réélus. De ce fait, après la clôture en juillet des deux procès auxquels ils participaient, ces juges ont limité leurs activités à la rédaction des jugements concernant les deux procès en question puisqu'ils n'étaient pas en mesure d'entreprendre de nouveaux procès;

c) Un procès a dû être différé pendant plus de trois mois en raison de problèmes de santé dont souffrait l'accusé;

d) Les Chambres de première instance ont rendu plus de jugements (5) que prévu, ce qui a également eu des répercussions sur le nombre d'audiences qui ont pu être tenues, la préparation des jugements nécessitant un travail considérable de la part des juges.

## II. Rapport sur l'exécution du budget de 2001

Tableau 1

### Crédits ouverts et dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Objet de dépense</i>                                 | <i>Crédits ouverts<sup>a</sup></i> | <i>Dépenses</i>  | <i>Écart</i>   | <i>Pourcentage</i> |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------|----------------|--------------------|
| Postes (déduction faite des contributions du personnel) | 46 788,6                           | 49 731,9         | (2 943,3)      | (6,3)              |
| Autres dépenses de personnel                            | 7 649,9                            | 8 179,8          | (529,9)        | (6,9)              |
| Traitements et indemnités des juges                     | 3 842,5                            | 3 177,7          | 664,8          | 17,3               |
| Consultants et experts                                  | 252,5                              | 134,0            | 118,5          | 46,9               |
| Voyages                                                 | 5 424,0                            | 3 762,0          | 1 662,0        | 30,6               |
| Services contractuels                                   | 22 309,7                           | 18 019,8         | 4 289,9        | 19,2               |
| Frais généraux de fonctionnement                        | 8 577,5                            | 5 443,1          | 3 134,4        | 36,5               |
| Dépenses de représentation                              | 4,0                                | 3,1              | 0,9            | 22,5               |
| Fournitures et accessoires                              | 1 335,6                            | 1 113,7          | 221,9          | 16,6               |
| Mobilier et matériel                                    | 4 472,0                            | 5 195,5          | (723,5)        | (16,2)             |
| Transformation des locaux                               | 764,2                              | 1 296,6          | (532,4)        | (69,7)             |
| Contributions du personnel                              | 12 348,1                           | 12 844,1         | (496,0)        | (4,0)              |
| <b>Total (montant brut)</b>                             | <b>113 768,6</b>                   | <b>108 901,3</b> | <b>4 867,3</b> | <b>4,3</b>         |
| Recettes provenant des contributions du personnel       | 12 348,1                           | 12 844,1         | (496,0)        | (4,0)              |
| Recettes accessoires                                    | 77,2                               | 74,7             | 2,5            | 3,2                |
| <b>Total (montant net)</b>                              | <b>101 343,3</b>                   | <b>95 982,5</b>  | <b>5 360,8</b> | <b>5,3</b>         |

<sup>a</sup> Y compris les engagements autorisés d'un montant brut de 5 280 900 dollars (montant net : 4 899 400 dollars), approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/225 B.

4. Les dépenses globales en 2001 représentaient un montant brut de 108 901 300 dollars (montant net : 95 982 500 dollars), soit 95,7 % et 94,7 %, respectivement, du montant total des crédits ouverts, y compris les engagements autorisés, ce qui correspond à une réduction de 4 867 300 dollars (montant net : 5 360 800 dollars) par rapport aux prévisions. Comme indiqué au tableau 1, le montant brut de cette réduction représente l'effet net des dépassements de crédit au titre des postes (2 943 300 dollars), des autres dépenses de personnel (529 900 dollars), du mobilier et matériel (723 500 dollars), de la transformation des locaux (532 400 dollars) et des contributions du personnel (496 000 dollars), qui ont été plus que compensés par une sous-utilisation des crédits ouverts au titre des traitements et indemnités des juges (664 800 dollars), des consultants et experts (118 500 dollars), des voyages

(1 662 000 dollars), des services contractuels (4 289 900 dollars), des frais généraux de fonctionnement (3 134 400 dollars), des dépenses de représentation (900 dollars) et des fournitures et accessoires (221 900 dollars).

Tableau 2

**Crédits ouverts et dépenses, par organe du Tribunal**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Organe</i>               | <i>Crédits ouverts</i> | <i>Dépenses</i>  | <i>Écart</i>   | <i>Pourcentage</i> |
|-----------------------------|------------------------|------------------|----------------|--------------------|
| Chambres                    | 3 920,9                | 3 232,3          | 688,6          | 17,6               |
| Bureau du Procureur         | 35 111,4               | 37 434,8         | (2 323,4)      | (6,6)              |
| Greffe                      | 74 736,3               | 68 234,2         | 6 502,1        | 8,8                |
| <b>Total (montant brut)</b> | <b>113 768,6</b>       | <b>108 901,3</b> | <b>4 867,3</b> | <b>4,3</b>         |

5. Les écarts par organe, tels qu'ils sont indiqués au tableau 2, correspondent à une réduction des ressources nécessaires au titre des Chambres (688 600 dollars) et du Greffe (6 502 100 dollars), partiellement absorbées par des dépassements de crédit au Bureau du Procureur (2 323 400 dollars).

Tableau 3

**Chambres**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Objet de dépense</i>                           | <i>Crédits ouverts</i> | <i>Dépenses</i> | <i>Écart</i> | <i>Pourcentage</i> |
|---------------------------------------------------|------------------------|-----------------|--------------|--------------------|
| Traitement et indemnités des juges                | 3 842,5                | 3 177,7         | 664,8        | 17,3               |
| Consultants et experts                            | 15,0                   | 6,0             | 9,0          | 60,0               |
| Voyages                                           | 63,4                   | 48,6            | 14,8         | 23,3               |
| <b>Total (montant brut)</b>                       | <b>3 920,9</b>         | <b>3 232,3</b>  | <b>688,6</b> | <b>17,6</b>        |
| Recettes provenant des contributions de personnel | —                      | —               | —            | —                  |
| Recettes accessoires                              | —                      | —               | —            | —                  |
| <b>Total (montant net)</b>                        | <b>3 920,9</b>         | <b>3 232,3</b>  | <b>688,6</b> | <b>17,6</b>        |

**Traitements et indemnités des juges (économie : 664 800 dollars)**

6. Des économies ont pu être réalisées sur les traitements (158 600 dollars), essentiellement en raison de l'arrivée tardive des juges *ad litem*, sur les dépenses communes des juges (435 200 dollars) du fait que les demandes d'indemnités d'installation et de réinstallation de certains juges *ad litem* n'ont pas été présentées en 2001 ainsi que sur les pensions des juges (71 000 dollars).

**Consultants et experts (économie : 9 000 dollars)**

7. L'économie réalisée était imputable aux paiements plus faibles que prévu au titre des voyages et de l'indemnité journalière de subsistance de trois *amici curiae*.

### Voyages (économie : 14 800 dollars)

8. Les ressources nécessaires au titre des voyages et de l'indemnité journalière de subsistance des juges ont été inférieures aux prévisions pour les raisons suivantes : les juges n'ont pu entreprendre le voyage prévu en ex-Yougoslavie pour se familiariser avec la région et rencontrer la population locale, en raison du calendrier des procès, et les dépenses au titre des voyages des juges devant se rendre sur les lieux des crimes ont également été inférieures aux prévisions.

Tableau 4

### Bureau du Procureur

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Objet de dépense</i>                                 | <i>Crédits ouverts</i> | <i>Dépenses</i> | <i>Écart</i>     | <i>Pourcentage</i> |
|---------------------------------------------------------|------------------------|-----------------|------------------|--------------------|
| Postes (déduction faite des contributions du personnel) | 21 842,8               | 24 832,3        | (2 989,5)        | (13,7)             |
| Autres dépenses de personnel                            | 4 207,8                | 3 775,3         | 432,5            | 10,3               |
| Consultants et experts                                  | 135,2                  | 117,0           | 18,2             | 13,5               |
| Voyages                                                 | 2 669,5                | 2 426,8         | 242,7            | 9,1                |
| Services contractuels                                   | 62,6                   | 49,5            | 13,1             | 20,9               |
| Frais généraux de fonctionnement                        | 6 193,5                | 6 233,9         | (40,4)           | (0,7)              |
| <b>Total (montant brut)</b>                             | <b>35 111,4</b>        | <b>37 434,8</b> | <b>(2 323,4)</b> | <b>(6,6)</b>       |
| Recettes provenant des contributions du personnel       | 6 193,5                | 6 233,9         | (40,4)           | (0,7)              |
| Recettes accessoires                                    |                        |                 |                  |                    |
| <b>Total (montant net)</b>                              | <b>28 917,9</b>        | <b>31 200,9</b> | <b>(2 283,0)</b> | <b>(7,9)</b>       |

### Postes (dépassement : 2 989 500 dollars)

9. Au total, 56 nouveaux postes (41 dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 15 dans la catégorie des agents des services généraux et dans les catégories apparentées), dont 4 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux approuvés dans le cadre des engagements autorisés, ont été créés en 2001. Le taux moyen de vacance de postes était de 8 % (9,1 % pour la catégorie des administrateurs et 6 % pour celle des services généraux), taux inférieur aux prévisions.

10. Un dépassement de 2 989 500 dollars a été enregistré au titre des dépenses de personnel (865 500 dollars) et des dépenses communes de personnel (3 043 000 dollars) en raison essentiellement d'un taux de vacance de postes inférieur aux prévisions. Ce dépassement a été compensé en partie par des économies au titre de l'indemnité de subsistance en mission (766 400 dollars) et de la prime de risque (152 600 dollars). Les économies réalisées au titre de l'indemnité de subsistance en mission tenaient au fait que le nombre effectif de fonctionnaires ayant droit à ces indemnités (10) avait été inférieur à celui prévu dans le budget (20).

et à la suppression de la prime de risque à compter du 1er mars 2001 pour les fonctionnaires en poste à Pristina.

**Autres dépenses de personnel (économie : 432 500 dollars)**

11. Le crédit ouvert (4 207 800 dollars) comportait un montant de 4 080 000 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), qui avait été calculé sur la base du coût estimatif équivalent à 1 100 mois de travail à la classe P-2 et dans la catégorie des agents des services généraux (autres classes) nécessaires pour les projets suivants : mise en état des affaires et périodes de pointe; indexation des documents saisis en exécution d'un mandat de perquisition; recherche et analyse temporaires et exhumations. Bien que le nombre de mois de travail ait été du même ordre que celui prévu dans le budget, des économies ont été réalisées en raison d'écarts entre les coûts standard et les coûts effectifs, en particulier dans le cas du projet d'indexation, pour lequel la plupart des fonctionnaires ont été recrutés sur le plan local. De ce fait, une économie de 436 400 dollars a été réalisée au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) qui a été en partie absorbée par un dépassement de 3 900 dollars au titre des heures supplémentaires. Les économies ainsi réalisées ont servi à couvrir un déficit au titre des postes temporaires et des dépenses communes de personnel.

**Consultants et experts (économie : 18 200 dollars)**

12. Cette économie est essentiellement imputable à la réduction des ressources nécessaires au titre des voyages et de l'indemnité journalière de subsistance des consultants engagés pour seconder les enquêteurs et les substituts.

**Voyages (économie : 242 700 dollars)**

13. Le montant prévu à ce titre avait été estimé sur la base d'environ 1 600 missions en 2001 aux fins des enquêtes, des exhumations, des poursuites et des voyages divers, d'un coût moyen d'environ 1 700 dollars chacune. Le nombre de missions effectivement entreprises a été plus élevé (2 000) mais leur coût moyen n'a été que de 1 200 dollars, d'où l'économie susmentionnée.

**Services contractuels (économie : 13 100 dollars)**

14. Le Bureau du Procureur ayant dû faire face à une charge de travail accrue à la suite de l'arrestation de Slobodan Milosević, il a été difficile de libérer du personnel aux fins de la formation, de sorte que des économies ont été réalisées au titre des services contractuels.

**Contributions du personnel (dépassement : 40 400 dollars)**

15. Un dépassement de 40 400 dollars a été enregistré au titre des contributions du personnel, lequel a été compensé par une économie de même montant au titre des recettes provenant de ces contributions.

Tableau 5

**Greffé**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Objet de dépense</i>                                 | <i>Crédits ouverts</i> | <i>Dépenses</i> | <i>Écart</i>   | <i>Pourcentage</i> |
|---------------------------------------------------------|------------------------|-----------------|----------------|--------------------|
| Postes (déduction faite des contributions du personnel) | 24 945,8               | 24 899,6        | 46,2           | 0,2                |
| Autres dépenses de personnel                            | 3 442,1                | 4 404,5         | (962,4)        | (28,0)             |
| Consultants et experts                                  | 102,3                  | 11,0            | 91,3           | 89,2               |
| Voyages                                                 | 2 691,1                | 1 286,6         | 1 404,5        | 52,2               |
| Services contractuels                                   | 22 247,1               | 17 970,3        | 4 276,8        | 19,2               |
| Frais généraux de fonctionnement                        | 8 577,5                | 5 443,1         | 3 134,4        | 36,5               |
| Dépenses de représentation                              | 4,0                    | 3,1             | 0,9            | 22,5               |
| Fournitures et accessoires                              | 1 335,6                | 1 113,7         | 221,9          | 16,6               |
| Mobilier et matériel                                    | 4 472,0                | 5 195,5         | (723,5)        | (16,2)             |
| Transformation des locaux                               | 764,2                  | 1 296,6         | (532,4)        | (69,7)             |
| Contributions du personnel                              | 6 154,6                | 6 610,2         | (455,6)        | (7,4)              |
| <b>Total (montant brut)</b>                             | <b>74 736,3</b>        | <b>68 234,2</b> | <b>6 502,1</b> | <b>8,7</b>         |
| Recettes provenant des contributions du personnel       | 6 154,6                | 6 610,2         | (455,6)        | (7,4)              |
| Recettes accessoires                                    | 77,2                   | 74,7            | 2,5            | 3,2                |
| <b>Total (montant net)</b>                              | <b>68 658,9</b>        | <b>61 549,3</b> | <b>6 955,2</b> | <b>10,1</b>        |

**Postes (économie : 46 200 dollars)**

16. Au total, 117 nouveaux postes (43 dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 74 dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées, dont 29 postes d'agent du Service de sécurité) ont été créés au Greffe en 2001, y compris les 47 postes (18 postes d'administrateur et 29 postes d'agent des services généraux) créés dans le cadre des engagements autorisés. Le taux de vacance de postes moyen était de 12 % (12 % dans la catégorie des administrateurs et 11,6 % dans celle des services généraux), taux inférieur ou taux moyen prévu dans le budget.

17. La sous-utilisation du crédit ouvert est imputable à l'augmentation des ressources nécessaires au titre des traitements (506 500 dollars) et des dépenses communes de personnel (197 700 dollars), laquelle était essentiellement due à un taux moyen de vacance de postes plus faible que prévu qui a été plus que compensée par une réduction des dépenses prévues au titre de l'indemnité de subsistance en mission (525 700 dollars) et de la prime de risque (224 700 dollars). Une économie a été réalisée sur l'indemnité de subsistance en mission du fait que seuls 14 fonctionnaires de la Division de l'administration (provenant tous de la Section des services de sécurité) ont été affectés sur le terrain, par rapport aux 29 prévus dans le budget. Cette réduction des affectations était le résultat d'une évaluation de

la sécurité entreprise après l'ouverture de deux nouveaux bureaux en 2000. Les économies au titre de la prime de risque tenaient du fait que cette prestation avait été supprimée pour le personnel affecté à Pristina.

**Autres dépenses de personnel (dépassement : 962 400 dollars)**

18. Ce dépassement est le résultat net d'un accroissement des dépenses prévues au titre du personnel temporaire pour les réunions (1 007 200 dollars) car il a fallu engager des rédacteurs de procès-verbaux d'audience francophones pour des périodes de courte durée, outre les traducteurs et interprètes recrutés pour les périodes de courte durée pour renforcer l'effectif permanent du Tribunal ainsi que pour les missions sur le terrain, et au titre du personnel temporaire autre que pour les réunions (47 000 dollars). Ce dépassement a été en partie compensé par des économies au titre des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit (91 800 dollars), imputables essentiellement à une réduction du coût horaire moyen des heures supplémentaires. Il a été financé au moyen de ressources transférées des services contractuels étant donné qu'il n'avait pas été possible de signer un contrat par la rédaction des procès-verbaux en français.

**Consultants et experts (économie : 91 300 dollars)**

19. Les ressources prévues à ce titre devaient servir à financer le coût de l'appui informatique et linguistique ainsi que le coût de 24 témoins experts appelés à témoigner devant le Tribunal pendant sept jours en moyenne. Les projets d'appui informatique et linguistique ont été différés jusqu'en 2002, ce qui a permis de réaliser une économie de 62 000 dollars. Quant aux témoins experts, leur nombre effectif avait été de 21 et la durée de leur séjour à La Haye n'avait été que de quatre jours en moyenne, de sorte qu'avec la réduction des frais de voyages et de l'indemnité journalière de subsistance pour plusieurs témoins experts qui étaient venus des Pays-Bas mêmes, les économies réalisées se sont chiffrées à 29 300 dollars.

**Voyages (économie : 1 404 500 dollars)**

20. L'économie réalisée était essentiellement imputable à une réduction des ressources nécessaires au titre des voyages des victimes et des témoins (1 332 900 dollars). Les audiences ayant été moins nombreuses que prévu, les dépenses ont été moins élevées que prévu dans le budget. En outre, les taux de change favorables et la réservation de chambres d'hôtel moins coûteuses ont permis de faire des économies supplémentaires. Des économies (71 600 dollars) ont également été réalisées au titre des voyages du personnel envoyé en mission.

**Services contractuels (économie : 4 276 800 dollars)**

21. Les économies réalisées concernent les rubriques suivantes : rédaction des procès-verbaux d'audience (2 147 900 dollars), un contrat en vue de la fourniture de services de rédaction de procès-verbaux en français n'ayant pu être signé avec une entreprise privée et certaines économies ayant été réalisées au titre de la rédaction des procès-verbaux en anglais; défense (2 225 400 dollars), les détenus ayant été moins nombreux; services informatiques (38 900 dollars); services en ligne d'information juridique et Internet; travaux commerciaux d'imprimerie (22 800 dollars); abonnements aux agences de presse (7 800 dollars); formation

(18 400 dollars); et autres services contractuels (4 100 dollars). Ces économies ont été absorbées en partie par des dépassements au titre des travaux contractuels de traduction (157 300 dollars) en raison d'un accroissement considérable de la documentation ayant trait au procès de Milosević; des services de détention (19 700 dollars) imputables essentiellement aux fluctuations des taux de change; et de la vérification externe des comptes (11 500 dollars).

22. En ce qui concerne la défense en particulier, l'ouverture d'un crédit de 14 050 000 dollars était fondée sur l'hypothèse selon laquelle il y aurait en moyenne 50 détenus en 2001. Ce chiffre a été en fait de 36 de sorte que le crédit ouvert a été sous-utilisé.

23. Pour ce qui est de la rédaction des procès-verbaux d'audience, un montant de 1 618 800 dollars avait été prévu pour couvrir le coût d'un contrat avec une entreprise privée portant sur la fourniture de services de rédaction de procès-verbaux en français. Toutefois, ce contrat n'a pas été signé et les services en question ont été assurés par des procès-verbalistes recrutés pour des périodes de courte durée au titre du personnel temporaire pour les réunions. Par ailleurs, des économies d'environ 528 500 dollars ont été réalisées au titre de la rédaction des procès-verbaux en anglais, les audiences nécessitant de tels procès-verbaux ayant été moins nombreuses que prévu dans le budget. Les économies à ce titre ont servi en partie à financer les dépenses au titre du personnel temporaire pour les réunions.

#### **Frais généraux de fonctionnement (économie : 3 134 400 dollars)**

24. L'économie réalisée à ce titre était imputable à une réduction des montants prévus aux postes de dépenses suivants : demandes d'indemnisation et services médicaux concernant les témoins (764 000 dollars), les témoins et le nombre de relogements ayant été moins nombreux que prévu; loyers (564 400 dollars), l'occupation d'un nouvel immeuble (le troisième) à La Haye ayant été retardée; communications (306 800 dollars), grâce aux économies résultant d'une concurrence accrue sur le marché et de la baisse des tarifs; services de nettoyage (130 100 dollars), en partie du fait de l'occupation tardive du troisième immeuble; location de véhicules (102 100 dollars), car il n'a pas été nécessaire de louer un service de navette pour le transport du personnel en raison du retard susmentionné; entretien des véhicules (103 100 dollars), résultant de l'écart entre le coût standard et le coût effectif étant donné que le parc de véhicules du Tribunal est relativement récent, ainsi que des crédits provenant de l'annulation des engagements contractés en 2000; services de la valise diplomatique et affranchissement (50 800 dollars), en raison des mesures d'économie adoptées; nettoyage des uniformes (79 000 dollars), essentiellement du fait de l'arrivée tardive des juges *ad litem* et des délais de recrutement du personnel du Service de sécurité; entretien du matériel de communication (44 700 dollars), du fait du retard pris dans la mise en oeuvre d'un accord élargi portant sur les standards téléphoniques du Tribunal à La Haye et dans les bureaux de liaison; demandes d'indemnisation et services médicaux concernant les détenus (985 900 dollars), les détenus ayant été moins nombreux que prévu et des engagements contractés en 2000 ayant été annulés, comme on le verra plus loin; location de matériel de bureau (50 300 dollars); entretien du matériel de bureau (12 800 dollars); assurances (18 700 dollars); entretien du matériel informatique (13 400 dollars); autres services divers (48 200 dollars); et entretien de matériel divers (11 500 dollars).

25. Les économies indiquées ci-dessus ont été partiellement absorbées par des dépassements de crédit aux rubriques suivantes : services d'entretien des locaux (111 800 dollars), en raison de plusieurs facteurs exposés plus loin; charges (eau, gaz, électricité) (17 200 dollars), essentiellement parce que l'indice des prix à la consommation a été plus élevé que prévu dans le budget; entretien du matériel audiovisuel (6 300 dollars), essentiellement en raison de la nécessité de préparer les salles d'audience à mieux résister à la détérioration des infrastructures du Tribunal, causée par la tenue d'un plus grand nombre de procès; fournitures d'entretien (9 300 dollars); fret et camionnage (5 700 dollars), un volume plus important de matériel et de fournitures ayant été transporté dans les bureaux de liaison à partir des Pays-Bas où ces fournitures et ce matériel n'étaient pas disponibles localement; et frais bancaires (1 100 dollars).

26. Pour ce qui est des services d'entretien des locaux, si ces services ont été moins importants que prévu en raison de l'occupation tardive du troisième immeuble, des dépassements de crédits supplémentaires ont été enregistrés en raison de réparations inattendues et de l'imputation sur le budget de 2001 de dépenses effectuées à la fin de 2000.

27. En ce qui concerne les demandes d'indemnisation et les services médicaux concernant les détenus, des engagements d'un montant de 1 033 968 dollars avaient été contractés en 2000. Toutefois, les dépenses effectives n'ont été que de 75 245 dollars; il en est résulté un crédit de 958 723 dollars qui a été incorporé dans les économies de 985 900 dollars mentionnées plus haut.

#### **Fournitures et matériel (économie : 221 900 dollars)**

28. Des économies ont été réalisées aux rubriques ci-après : matériel audiovisuel (49 000 dollars), les audiences ayant été moins nombreuses que prévu; fournitures diverses (45 900 dollars), essentiellement parce que les fournitures nécessaires aux opérations d'exhumation accumulées en 2000 ont été utilisées en 2001; papier et fournitures pour photocopieurs (29 000 dollars), en raison d'une réduction de la demande de photocopies de documents, en particulier des procès-verbaux d'audience; carburants et lubrifiants (25 300 dollars), essentiellement du fait de strictes mesures d'économie; fournitures de bureau (37 400 dollars) et fournitures pour les communications (12 200 dollars), en raison d'un recours accru au courrier électronique pour la transmission des documents et d'une réduction de l'utilisation d'encre pour les télécopieurs; fournitures pour matériel informatique (5 400 dollars); livres de bibliothèque (6 500 dollars); abonnements (6 600 dollars); et uniformes (4 600 dollars).

#### **Mobilier et matériel (dépassement : 723 500 dollars)**

29. Un dépassement a été enregistré au titre du matériel informatique (756 900 dollars), car il a fallu remplacer les ordinateurs et imprimantes devenus obsolètes; du matériel de sécurité (117 000 dollars), pour les raisons exposées plus loin; du matériel de transmissions (30 700 dollars), essentiellement parce que le standard installé dans le troisième immeuble a coûté plus cher que prévu; et des véhicules (30 700 dollars), du fait de la nécessité de remplacer ces derniers. Ces dépassements ont été compensés en partie par les économies réalisées au titre du mobilier et agencements (76 900 dollars), en raison de l'occupation tardive du troisième immeuble; du matériel audiovisuel (42 300 dollars), les audiences ayant

été moins nombreuses et les besoins en matériel supplémentaire ayant donc été moindres; du matériel de bureau (13 400 dollars), en raison de l'occupation tardive du troisième immeuble et du fait que deux petits photocopieurs n'ont pas été achetés; du matériel divers (34 200 dollars), résultant d'une réduction des dépenses au Groupe de la reprographie et au Groupe de la gestion des bâtiments; du logiciel (45 000 dollars), essentiellement en raison de l'annulation d'engagements de dépenses correspondant à l'exercice précédent.

30. En ce qui concerne le matériel de sécurité en particulier, les dépassements étaient essentiellement dus à la nécessité d'acheter un simulateur de stand de tir (120 000 dollars), pour lequel des ressources n'avaient pas été prévues au budget. Jusqu'en 2001, la formation au maniement des armes à feu était assurée dans un stand de tir fourni à titre gracieux par le gouvernement hôte. Par la suite, l'accès à ces installations a été limité et il a donc été décidé que la formule la plus économique consisterait à acquérir un simulateur.

#### **Transformation des locaux (dépassement : 532 400 dollars)**

31. Dans le budget de 2001, aucune ressource n'avait été prévue pour l'aménagement d'un troisième immeuble à La Haye étant donné que l'on pensait que ces travaux seraient effectués par le propriétaire qui incorporerait ensuite les coûts d'amortissement dans le contrat de bail. Cela n'a pas été le cas et le Tribunal a donc été contraint de se charger lui-même du réaménagement et de la reconfiguration de l'immeuble, d'où le dépassement susmentionné. Ce dépassement a été compensé par une économie au titre de la location des locaux, en raison de l'occupation tardive de l'immeuble.

#### **Contributions du personnel (dépassement : 455 600 dollars)**

32. Un dépassement de 455 600 dollars a été enregistré au titre des contributions du personnel, mais il a été compensé par une économie de même montant au titre des recettes provenant de ces contributions.

### **III. Décision à prendre par l'Assemblée générale**

33. L'Assemblée générale est priée de prendre note du présent rapport et en particulier de l'utilisation des engagements autorisés ainsi que du fait que le financement supplémentaire d'un montant de 413 600 dollars sera prélevé sur le solde accumulé actuellement disponible dans les comptes du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie.

## Annexe I

## Indicateurs de résultat pour l'exercice biennal 2000-2001

|                                                                                          | <i>Chiffres effectifs<br/>2000</i> | <i>Estimations<br/>2001</i> | <i>Chiffres effectifs<br/>2001</i> |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| <b>Les Chambres</b>                                                                      |                                    |                             |                                    |
| Nombre de procès (en moyenne)                                                            | 13                                 | 10                          | 17                                 |
| Nombre d'appels (en moyenne)                                                             | 6                                  | 10                          | 6                                  |
| Nombre d'audiences                                                                       | 737                                | 1 002                       | 754                                |
| Nombre de journées de sessions plénières                                                 | 8                                  | 9                           | 8                                  |
| Pièces soumises – total (nombre de pages)                                                | 79 321                             | 90 000                      | 96 271                             |
| Pièces soumises – chambres (nombre de pages)                                             | 3 604                              | 4 800                       | 5 477                              |
| Procès-verbaux (nombre de pages)                                                         | 78 647                             | 90 000                      | 73 579                             |
| <b>Le Bureau du Procureur</b>                                                            |                                    |                             |                                    |
| <i>Division des poursuites</i>                                                           |                                    |                             |                                    |
| Nombre de requêtes, recours et réponses                                                  | 400                                | 450                         | 472                                |
| Nombre de procès en préparation (en moyenne)                                             | 8                                  | 15                          | 11                                 |
| <i>Division des enquêtes</i>                                                             |                                    |                             |                                    |
| Nombre d'enquêtes (en moyenne)                                                           | 37                                 | 42                          | 39                                 |
| Nombre de témoins interrogés                                                             | 5 620                              | 6 000                       | 3 946                              |
| Nombre de mandats de perquisitions obtenus                                               | 14                                 | 14                          | 5                                  |
| Nombre de demandes d'assistance reçues par le Tribunal                                   | 590                                | 600                         | 923                                |
| Nombre de demandes d'assistance émanant du Tribunal                                      | 1 391                              | 1 400                       | 1 247                              |
| <i>Équipe de recherche des principaux responsables</i>                                   |                                    |                             |                                    |
| Nombre de rapports établis                                                               | 212                                | 200                         | 253                                |
| <i>Équipe d'analystes militaires</i>                                                     |                                    |                             |                                    |
| Nombre de rapports établis                                                               | 612                                | 600                         | 821                                |
| <i>Groupe du renseignement</i>                                                           |                                    |                             |                                    |
| Nombre de contacts établis                                                               | 386                                | 400                         | 308                                |
| <i>Groupe de l'analyse scientifique et technique</i>                                     |                                    |                             |                                    |
| Nombre d'emplacements d'inhumation collective évalués en vue d'une exhumation éventuelle | 288                                | 10                          | 8                                  |
| Nombre de charniers dont le contenu a été exhumé                                         | 264                                | 7                           | 9                                  |
| Nombre de cadavres exhumés                                                               | 1 824                              | 1 000                       | 913                                |
| Nombre d'autopsies effectuées                                                            | 1 824                              | 1 000                       | 2 159                              |

|                                                                       | <i>Chiffres effectifs<br/>2000</i> | <i>Estimations<br/>2001</i> | <i>Chiffres effectifs<br/>2001</i> |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| <i>Section des informations et des éléments de preuve</i>             |                                    |                             |                                    |
| Nombre de pages                                                       | 2 128 000                          | 2 200 000                   | 2 976 200                          |
| Nombre de vidéocassettes (en moyenne)                                 | 3 936                              | 3 700                       | 4 458                              |
| <b>Le Greffe</b>                                                      |                                    |                             |                                    |
| <i>Service de presse et d'information</i>                             |                                    |                             |                                    |
| Nombre de contacts avec la presse                                     | 36 900                             | 43 600                      | 154 500                            |
| Nombre de visites organisées (universités, sociétés juridiques, etc.) | 160                                | 200                         | 172                                |
| Nombre de visiteurs (universités, sociétés juridiques, etc.)          | 3 005                              | 4 000                       | 3 467                              |
| Nombre de consultations de la page d'accueil Internet                 | 1 110 000                          | 1 200 000                   | 2 230 000                          |
| <i>Division de l'appui judiciaire</i>                                 |                                    |                             |                                    |
| <i>Quartier pénitentiaire</i>                                         |                                    |                             |                                    |
| Nombre de détenus (en moyenne)                                        | 35                                 | 50                          | 36                                 |
| Nombre de détenus transportés                                         | 996                                | 1 331                       | 965                                |
| Nombre d'heures de présence des visiteurs                             | 16 946                             | 25 382                      | 18 044                             |
| Nombre d'appels téléphoniques surveillés                              | 27 552                             | 29 118                      | 36 545                             |
| <i>Bureau de l'aide juridique et des questions de détention</i>       |                                    |                             |                                    |
| Membres de la défense                                                 | 125                                | 150                         | 166                                |
| Nombre de demandes d'autorisation de visite des détenus               | 623                                | 900                         | 617                                |
| <i>Groupe de la bibliothèque et des références</i>                    |                                    |                             |                                    |
| Nombre d'ouvrages dans la collection (en moyenne)                     | 5 074                              | 6 300                       | 5 605                              |
| Nombre de demandes de recherche                                       | 4 165                              | 4 800                       | 5 100                              |
| Nombre d'heures d'utilisation de la base de données juridiques        | 1 541                              | 1 500                       | 1 980                              |
| <i>Section de l'aide aux victimes et aux témoins</i>                  |                                    |                             |                                    |
| Nombre de témoins                                                     | 512                                | 670                         | 472                                |
| Nombre de journées de présence des témoins                            | 3 703                              | 5 360                       | 3 433                              |
| Nombre de demandes de logement                                        | 15                                 | 30                          | 14                                 |
| Nombre de témoins bénéficiant d'une protection spéciale               | 168                                | 210                         | 178                                |
| Nombre de témoins ayant besoin d'une aide supplémentaire              | 141                                | 241                         | 223                                |
| <i>Section des conseils juridiques</i>                                |                                    |                             |                                    |
| Nombre de contrats examinés                                           | 38                                 | 35                          | 38                                 |
| Nombre de projets de recherche                                        | 13                                 | 17                          | 19                                 |
| Nombre d'accords internationaux négociés                              | 22                                 | 22                          | 20                                 |

|                                                                                                                                                               | <i>Chiffres effectifs<br/>2000</i> | <i>Estimations<br/>2001</i> | <i>Chiffres effectifs<br/>2001</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| <b>Division de l'administration</b>                                                                                                                           |                                    |                             |                                    |
| <i>Section des ressources humaines</i>                                                                                                                        |                                    |                             |                                    |
| Tableau d'effectifs (budget statutaire)                                                                                                                       | 848                                | 951                         | 968                                |
| Autre personnel                                                                                                                                               | 350                                | 300                         | 314                                |
| Nombre de candidatures reçues/examinées                                                                                                                       | 7 126                              | 10 000                      | 11 547                             |
| Nombre d'offres d'engagement                                                                                                                                  | 480                                | 500                         | 318                                |
| Nombre de contrats de louage de services                                                                                                                      | 908                                | 800                         | 786                                |
| <i>Section des finances</i>                                                                                                                                   |                                    |                             |                                    |
| États de paie : personnel permanent, personnel occupant des postes financés par des fonds extrabudgétaires et personnel engagé au titre de projets (par mois) | 1 111                              | 1 250                       | 1 179                              |
| Nombre de factures/demandes de remboursement traitées (par mois)                                                                                              | 1 563                              | 1 500                       | 1 583                              |
| Nombre de décaissements (par mois)                                                                                                                            | 2 276                              | 2 500                       | 2 402                              |
| <i>Section des services généraux : gestion des bâtiments</i>                                                                                                  |                                    |                             |                                    |
| Nombre d'interventions                                                                                                                                        |                                    |                             |                                    |
| Valise diplomatique/télécopie/courrier                                                                                                                        | 7 221                              | 6 022                       | 10 227                             |
| Réception et inspection (nombre de rapports d'inspection établis)                                                                                             | 1 030                              | 1 200                       | 858                                |
| Nombre de demandes de reproduction (pages)                                                                                                                    | 1 530                              | 1 500                       | 3 999                              |
| Protocole (nombre de demandes de visas et de cartes d'identité reçues)                                                                                        | 3 736                              | 8 028                       | 4 563                              |
| Parc de véhicules                                                                                                                                             | 138                                | 132                         | 141                                |
| <i>Voyages</i>                                                                                                                                                |                                    |                             |                                    |
| Nombre d'autorisations de voyage (PT-8)                                                                                                                       | 6 508                              | 7 500                       | 6 857                              |
| <i>Groupe des archives</i>                                                                                                                                    |                                    |                             |                                    |
| Dossiers transférés (en mètres)                                                                                                                               | 207                                | 60                          | 168                                |
| Nombre de demandes d'informations                                                                                                                             | 443                                | 240                         | 276                                |
| <i>Section des achats</i>                                                                                                                                     |                                    |                             |                                    |
| Nombre de commandes                                                                                                                                           | 1 063                              | 840                         | 1 026                              |
| <i>Section des techniques de l'information et de l'appui informatique</i>                                                                                     |                                    |                             |                                    |
| Nombre de demandes d'aide pour la gestion du réseau local                                                                                                     | 4 723                              | 8 451                       | 9 645                              |
| Nombre de demandes d'assistance informatique                                                                                                                  | 35 371                             | 57 556                      | 48 951                             |
| Nombre de demandes d'assistance audiovisuelle                                                                                                                 | 3 442                              | 2 950                       | 2 893                              |
| Nombre de demandes d'assistance en matière de communication                                                                                                   | 2 260                              | 2 284                       | 4 197                              |
| Formation : nombre de jours de formation                                                                                                                      | 2 129                              | 2 000                       | 1 682                              |

|                                                                      | <i>Chiffres effectifs<br/>2000</i> | <i>Estimations<br/>2001</i> | <i>Chiffres effectifs<br/>2001</i> |
|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| <i>Section des services de conférence et de l'appui linguistique</i> |                                    |                             |                                    |
| Nombre de pages traduites (par an)                                   | 67 238                             | 80 000                      | 84 868                             |
| Interprétation de conférences (nombre de journées)                   | 3 145                              | 4 590                       | 3 420                              |
| Interprétation sur le terrain (nombre de journées)                   | 3 491                              | 3 353                       | 3 919                              |
| Rédaction des procès-verbaux d'audience                              |                                    |                             |                                    |
| Français (journées de rédacteurs)                                    | 1 906                              | 2 524                       | 2 523                              |
| Anglais (journées d'équipes)                                         | 427                                | 561                         | 453                                |
| <i>Section des services de sécurité</i>                              |                                    |                             |                                    |
| Filtrage du personnel à l'entrée du bâtiment (nombre de passages)    | 479 200                            | 376 300                     | 552 976                            |
| Nombre de paquets inspectés et passés par un appareil de détection   | 889 468                            | 75 800                      | 99 392                             |
| Nombre de cartes d'entrée délivrées à des visiteurs                  | 15 585                             | 18 300                      | 15 008                             |

## Annexe II

### Activités financées par les contributions volontaires et les fonds d'affectation spéciale

1. Dans ses résolutions 49/242 B du 20 juillet 1995 et 53/212 du 18 décembre 1998, l'Assemblée générale a invité les États Membres et les autres parties intéressées à verser pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie des contributions volontaires pouvant être acceptées par le Secrétaire général. Au 31 décembre 2001, les dons en espèces reçus pour le Fonds de contributions volontaires créé pour appuyer les activités du Tribunal s'élevaient à environ 34 millions de dollars. En outre, des annonces de contributions en espèces représentant 786 519 dollars et de contributions en nature évaluées à quelque 3 600 dollars avaient été reçues. Pour l'année 2001, le Tribunal a reçu 2 697 367 dollars en contributions volontaires en espèces.

2. Les contributions volontaires ont été utilisées comme suit : appui aux activités de poursuites et d'enquêtes menées par le Tribunal (notamment les activités du Bureau du Procureur au Kosovo); appui à l'examen des dossiers grâce au projet dit du « code de la route »; aide aux victimes et aux témoins; et appui au programme d'information; formation des conseils de la défense et poursuite de la constitution de la bibliothèque du Tribunal. L'état au 31 décembre 2001 des contributions volontaires en espèces, des annonces de contributions en espèces et des ressources extrabudgétaires était le suivant :

#### Contributions en espèces versées au Fonds de contributions volontaires, par contribuant, au 31 décembre 2001

(En dollars des États-Unis)

| Contributions versées depuis la création du Tribunal jusqu'au 31 décembre 2000 |                       | 31 296 423        |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------|
| Contributions versées en 2001                                                  |                       |                   |
| Janvier                                                                        | Luxembourg            | 25 000            |
| Mars                                                                           | Finlande              | 154 159           |
| Mars                                                                           | Royaume-Uni           | 50 725            |
| Mars                                                                           | Royaume-Uni           | 1 140 800         |
| Avril                                                                          | États-Unis            | 150 000           |
| Mai                                                                            | Portugal              | 10 000            |
| Juillet                                                                        | États-Unis            | 250 000           |
| Juillet                                                                        | Norvège               | 81 896            |
| Juillet                                                                        | Suisse                | 97 700            |
| Juillet                                                                        | Canada                | 423 792           |
| Août                                                                           | Royaume-Uni           | 49 518            |
| Octobre                                                                        | Commission européenne | 122 139           |
| Novembre                                                                       | Pays-Bas              | 93 234            |
| Novembre                                                                       | Norvège               | 48 404            |
| <b>Total partiel</b>                                                           |                       | <b>2 697 367</b>  |
| <b>Total</b>                                                                   |                       | <b>33 993 790</b> |

### Annonces de contributions en espèces au Fonds de contributions volontaires, par contribuant, au 31 décembre 2001

(En dollars des États-Unis)

|                                 |                |
|---------------------------------|----------------|
| Commission européenne . . . . . | 503 687        |
| Bosnie-Herzégovine . . . . .    | 45 455         |
| Barreau allemand . . . . .      | 1 500          |
| Canada. . . . .                 | 235 877        |
| <b>Total . . . . .</b>          | <b>786 519</b> |

### Ressources extrabudgétaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

|                                 | <i>Dépenses</i> |                |
|---------------------------------|-----------------|----------------|
|                                 | 2000            | 2001           |
| Personnel                       | 3 334,2         | 4 887,5        |
| Voyages                         | 261,7           | 178,0          |
| Services contractuels           | 132,2           | (20,9)         |
| Frais de fonctionnement         | 284,8           | 159,3          |
| Acquisitions                    | 905,2           | 15,3           |
| <b>Total, dépenses directes</b> | <b>4 918,1</b>  | <b>5 219,2</b> |
| Appui aux programmes            | 630,7           | 676,0          |
| <b>Total, dépenses</b>          | <b>5 548,8</b>  | <b>5 895,2</b> |

3. Les ressources extrabudgétaires ont servi à financer les activités ci-après en 2001 :

a) **Projet d'audit « code de la route ».** Ce projet a permis au personnel juridique, aux traducteurs, aux chercheurs et au personnel administratif de produire des index et de brèves traductions des dizaines de milliers de pages de documents soumis au Tribunal;

b) **Bibliothèque.** La Commission européenne a continué d'apporter son concours à la bibliothèque du Tribunal en lui permettant d'enrichir son fonds de livres, revues juridiques et disques compacts; l'acquisition d'un système informatique permet maintenant d'accéder en direct à des bases de données juridiques et à des documents sur CD-ROM;

c) **Activités au Kosovo.** Ont été financés au titre des activités au Kosovo une équipe d'enquête sur place, un projet de résorption de l'arriéré de travail accumulé, un projet d'exploitation de documents, une aide à des poursuites au niveau local et du personnel d'appui administratif, financier et linguistique (interprètes);

d) **Information.** Dépenses de personnel, achat d'un véhicule, frais généraux de fonctionnement et coûts de production et de publicité liés aux activités visant à

améliorer l'image du Tribunal et de ses activités et à faire mieux connaître ses activités aux populations de l'ex-Yougoslavie;

e) **Section de l'aide aux victimes et aux témoins.** Création et fonctionnement d'un bureau de liaison à Sarajevo afin de faciliter et de développer la fourniture de services d'appui et de protection aux victimes et aux témoins avant et après les dépositions devant le Tribunal;

f) **Exhumations.** Aide à la constitution d'une équipe de contrôle, chargée du contrôle et d'enquêtes concernant les fosses communes secondaires, en collaboration avec la Commission bosniaque;

g) **Autres activités.** Enquête sur l'évolution démographique de la Bosnie-Herzégovine, appui supplémentaire afin d'aider le Procureur à convaincre les gouvernements d'arrêter les personnes inculpées du chef de crime de guerre, appui temporaire aux conseils de l'accusation, appui aux témoins, notamment sous forme de services médicaux et de vêtements, et programme d'orientation et de formation visant à familiariser les conseils de la défense avec les règles et pratiques du Tribunal;

h) **Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme.** Au total, 18 postes temporaires [2 postes d'administrateur et 16 d'agent des services généraux (autres classes)] ont été approuvés au titre de ce compte en 2001. Ces postes ont été affectés aux sections d'appui administratif du Greffe ci-après : 1 poste P-3 de coordonnateur des fonds d'affectation spéciale au Bureau du chef de l'Administration, 1 poste P-2 de fonctionnaire des finances au Groupe des états de paie, 4 postes d'agent des services généraux à la Section des finances, 5 à la Section des ressources humaines, 3 à la Section des services généraux, 2 à la Section de l'appui informatique et 2 au Groupe des achats. Au total, 12 ordinateurs ont été achetés au cours de l'année pour ce personnel.

---